

Renouer avec le communisme

Julien Bénard - Fédération du Val-de-Marne - Alfortville

Le capitalisme, en dérive complète, culmine dans sa crise structurelle. Il ne cherche plus à se stabiliser, et se durcit, aussi bien dans ses dynamiques d'exploitation que dans ses mécanismes de survie : régressions sociales, autoritarisme, guerres, fascisme, oppressions. La bourgeoisie est exaltée pour préserver son système vital.

Face à cela une question décisive se pose à nous : sommes-nous à la hauteur de la période, ou laisserons-nous la machine capitaliste entièrement consumer les travailleur·euses, la planète, le monde ?

Car, dans le même temps, le Parti s'est progressivement enlisé, émoussant les atouts qui faisaient sa force : sa lisibilité, son indépendance, son rôle d'organisation du mouvement des travailleur·euses. À force de vouloir plaire, nous avons cessé de rassembler.

Le problème n'est pas électoral, il est politique. Nous ne pouvons pas nous permettre que ce congrès devienne une étape de plus dans un mouvement de dissolution. Il doit être un moment de rétrospective et de réaffirmation.

1. Remettre le marxisme au centre

Le marxisme n'est ni un héritage à commémorer, ni un mot-clé publicitaire. C'est une méthode pour comprendre le réel et agir sur lui. On ne transforme pas le monde sans le comprendre, et on ne le comprend pas sans une méthode d'analyse historique, matérialiste et scientifique.

Par cette méthode on permet l'analyse des rapports de production, des relations entre les classes, du rôle de l'État, des modes de transformation de la société dans son évolution historique. Il ne s'agit donc pas d'un héritage figé, mais d'un outil à remettre au centre de nos réflexions, de nos analyses, de nos communications, pour mener à bien une révolution.

Retrouver cette boussole, ce n'est pas renouer avec un héritage désuet et figé, c'est remettre en cohérence ce que nous analysons et ce que nous faisons. C'est retrouver notre esprit critique, particulièrement nécessaire en cette période de congrès.

2. Le désengagement populaire : symptôme d'une crise politique

Nous faisons face aujourd'hui à un phénomène massif qui touche toute la population : le recul de l'engagement politique sous toutes ses formes. Qu'il s'agisse de la participation électorale en baisse, de l'amenuisement des rangs syndicaux et de l'essoufflement de la culture syndicale, de nombreux indicateurs sont à la baisse.

Cependant, trop souvent, nous l'expliquons par une fatalité : la société a changé, les individus seraient devenus passifs dans un monde trop complexe. Cette analyse est insuffisante et dangereuse, car elle revient à nous déresponsabiliser. La réalité, c'est que ce désengagement est

le produit conjoint de la stratégie d'étouffement du mouvement politique et militant par le capital, pour asseoir sa domination sur le prolétariat; mais aussi de nos propres insuffisances politiques.

En effet, quand les organisations ne donnent plus de perspectives claires, qu'elles n'organisent plus durablement, et qu'elles n'amènent plus assez les individus à devenir acteur·rices, alors l'engagement et la politisation reculent. Cela impacte alors nos organisations, mais aussi dans les mouvements syndicaux, les collectifs militants...

Quand la politique devient un spectacle lointain, une fatalité subie, mise en scène, imposée depuis les hautes sphères (dans une perception aux antipodes du matérialisme), le militantisme devient inutile aux yeux de beaucoup.

3. Une responsabilité historique, du Programme commun à aujourd'hui

Nous ne pouvons pas analyser cette situation sans regarder notre propre histoire. Le moment du Programme commun de la gauche en constitua un tournant dramatique. En choisissant de subordonner notre stratégie à une alliance dominée par le Parti socialiste de François Mitterrand, nous avons engagé une dynamique dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

Les espoirs suscités auprès des travailleur·euses, appelé·es par le Parti Communiste à soutenir le Programme commun, ont été trahis. Ces promesses brisées ont été suivies de reculs, de politiques de rigueur, puis d'austérité. Pour une partie importante de la classe des travailleur·euses, cela a produit une rupture durable : le sentiment que la gauche, y compris communiste, ne tenait pas ses engagements. Une plaie béante, ouverte, qui ne fit que s'élargir lorsque le quinquennat de François Hollande ne conduisit qu'à une période de coupes budgétaires et de reculs sociaux, et l'avènement d'un capitalisme libéral exacerbé avec Emmanuel Macron.

Et dans cette brèche, d'autres s'y sont engouffrés. Déboussolée, la classe ouvrière s'est massivement rabattue vers le Front National, à la démagogie d'ancrage identitaire faussement rassurante et aux idées catastrophiques.

Depuis, trop souvent, nous avons accompagné cette dérive en tentant de la corriger là où il ne fallait pas. Nous avons ainsi cherché à atténuer notre identité pour nous rendre acceptables, à trop simplifier notre message au lieu de le rendre plus clair, et nous nous sommes davantage perdus dans des alliances sans ligne propre.

4. Besoin d'un positionnement indépendant

Dans le champ politique, la question de notre positionnement est devenue centrale.

Aujourd'hui une dérive idéologique profonde nous guette. La stratégie portée par la France insoumise s'inscrit dans une logique de mobilisation électorale intense, structurée autour d'un leadership centralisé. Elle peut susciter de l'adhésion, canaliser des colères, produire des dynamiques positives ponctuelles.

Mais elle tend surtout à installer un rapport passif à la politique : on soutient la cause, on s'indigne dans le grand spectacle politique, agité par une personnalité mise en scène, puis on délègue à la social-démocratie sans changer la société. C'est une gauche de caution morale, une gauche de

consommation. Elle ne crée pas de mobilisation structurée et durable dans le temps, ne produit que peu de pensée critique, et place tous ses espoirs dans la social-démocratie (mais il n'y a pas de Sixième République qui viendra sauver les travailleur·euses; la rupture avec la domination bourgeoise doit être bien plus profonde, révolutionnaire).

Le risque est donc bien réel : celui d'une politique réformiste vécue par procuration.

Une confusion s'installe : sur le terrain, dans les entreprises, dans les quartiers, beaucoup ne perçoivent plus clairement ce qui distingue notre Parti. Non pas parce que les différences n'existent pas, mais parce qu'elles ne sont plus suffisamment affirmées politiquement. Cette confusion est parfois exprimée de manière extrêmement triviale — car on me dit : "Le parti communiste, c'est comme la FI avec les bonnes traditions françaises du cochon sur le barbecue" — mais elle traduit une difficulté réelle à identifier notre rôle spécifique.

Or, un parti qui n'est plus identifié pour ce qu'il est devient interchangeable, et un parti interchangeable est en danger de disparition. Notre enjeu est de reconstruire une ligne propre, lisible et assumée : celle de l'organisation de la classe ouvrière, de la construction d'un rapport de force durable, de l'articulation entre luttes concrètes et perspectives de transformation.

On rappellera enfin qu'aux élections municipales de 2026, la France Insoumise a une fois de plus présenté des candidat·es dans des villes historiquement ralliées au Parti Communiste qui n'étaient aucunement en danger de tomber dans les mains du RN ou d'une autre droite. L'intention est claire.

Ainsi, notre indépendance n'est pas un isolement, c'est une condition de survie politique.

5. Sans journal, pas de parti

Un parti révolutionnaire ne peut pas exister sans son journal politique.

« Sans journal politique, pas de mouvement qui puisse mériter la qualification de politique. Sans cela, impossible de venir à bout de notre tâche concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politiques pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat. [...] Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif; il est aussi un organisateur collectif. » affirmait Lénine, dans *Par où commencer ?*.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation paradoxale : nous dénonçons la domination idéologique du capital, mais nous ne disposons plus d'un outil central à la hauteur pour la combattre. Sans cet organe structurant, organe particulier du Parti, les analyses se diluent, la formation et l'information deviennent parcellaires, la ligne directrice se brouille et peu à peu, le cadre idéologique du Parti se dissout dans celui, dominant, de la société capitaliste. Le journal n'organise plus, il ne devient qu'un simple vecteur d'indignation par procuration, de bonne conscience politique.

Dans un contexte de concentration extrême des médias, où les grandes fortunes structurent le débat public, cela revient à désarmer politiquement les travailleur·euses. Il nous faut donc retrouver cet outil dédié, organisateur, créateur de conscience de classe, condition à notre renouveau.

6. Replacer la lutte des classes au cœur de notre discours

Le capitalisme n'est pas seulement un système injuste, il est fondamentalement structuré par un rapport d'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. Mais cette réalité est de moins en moins formulée clairement dans le débat public, au profit d'analyses incomplètes et de catégorisations timides et dépolitisées.

Or, on ne combat pas ce que l'on ne nomme pas.

Notre rôle est de rendre lisible ce qui est organisé pour rester invisible : une société structurée en classes, aux intérêts diamétralement opposés. Revenir à la lutte des classes, ce n'est pas radicaliser le discours mais c'est au contraire redonner une grille de lecture marxiste matérialiste qui permet de comprendre la société et de mener à sa transformation.

Pour cette raison, dans nos communications, il est crucial pour nous de renouer avec la terminologie qui nous appartient, mais aussi avec notre symbolique historique d'identité de classe : la faucille et le marteau, et rappeler que nous sommes avant tout le Parti de la classe des travailleur·euses.

7. Le piège de l'électoratisme

Avec le temps, nous avons pu voir une dérive s'installer, par urgence ou par facilité : la réduction progressive du Parti à son rôle électoral. Un glissement vers du militantisme dédié uniquement à se faire élire, quitte à se placer dans des alliances (exception faite des bastions de dernière chance contre le fascisme), sur des lignes réformistes, avec les sociaux-démocrates, et ne devenir que des maillons des chaînes du système politique bourgeois.

Or, l'élection n'est pas une fin en soi, et un parti communiste ne peut pas fonctionner seulement ainsi; il repose sur le cercle vertueux de la formation, l'organisation et la mobilisation. La formation, et l'information, font naître la conscience de classe; l'organisation, ensuite, vient structurer cette conscience; puis la mobilisation populaire, enfin, vient la transformer en rapport de force.

Les élu·es ont un rôle central dans ce cycle. Si pour les élu·es communistes, améliorer les conditions de vie doit être un axe de travail nécessaire et central, cela ne suffit néanmoins pas. Rendre le système plus supportable ne le transforme pas. Ainsi, un·e élu·e communiste n'est pas seulement gestionnaire; il·elle doit soutenir concrètement les luttes, les grèves, et l'organisation des collectifs locaux, il·elle doit utiliser les institutions comme tribune, comme porte-voix pour rendre visibles les contradictions du capitalisme, pour politiser les enjeux locaux et les relier à une perspective plus large.

Au lendemain des municipales 2026, où nous nous targuons d'avoir pu voir près de 200 maires communistes élu·es dans nos communes, il est extrêmement important que nous veillions à ce que ces rôles ne soient pas oubliés.

8. Former pour redonner une direction au mouvement

Sans formation, il n'y a ni autonomie politique, ni stratégie, ni continuité militante. La formation a été remplacée par des débats sans fin; l'éducation populaire, par des meetings spectaculaires, comme si l'indignation était suffisante pour faire changer durablement la société.

La formation, c'est ce qui transforme une somme d'individus indignés en force collective. Avec la formation, nous passons d'un Parti à une avant-garde. Former, c'est permettre à chacun d'analyser le monde, le comprendre, s'organiser et agir collectivement.

Il faut remettre la formation au centre du parti, et sur les thèmes fondamentaux :

- matérialisme et marxisme (approche historique, matérialisme dialectique, découpage de la société en classes),
- économie politique (plus-value et surtravail, capitalisme),
- histoire des luttes (Commune de Paris, Révolutions, Front populaire, Résistance),
- stratégie révolutionnaire (lutte des classes, dictature du prolétariat, société sans classe),
- luttes et droits des opprimés (mouvements féministes, LGBTQIA+, anti-racisme, lutte contre le validisme, les discriminations, pour l'égalité de genre et l'inclusion)

Conclusion

Le désengagement populaire, la confusion politique, l'affaiblissement du mouvement ouvrier ne sont pas des fatalités. Ils sont aussi le produit de nos renoncements, sur lesquels nous pouvons désormais agir, pour relancer la mobilisation. Cela suppose des orientations claires, indépendantes et assumées, mais aussi des outils idéologiques, de la formation et une pratique militante cohérente.

Notre parti communiste n'est pas fait pour accompagner l'histoire. Il est fait pour permettre au prolétariat de la faire basculer, et nous devons lui en redonner les moyens.